

Henri Brun, *Chartes des droits des la personne; Législation, Jurisprudence et Doctrine*, 5^e éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 737 pages, ISBN 2-89127-221-8
Chambre des notaires du Québec, *Cours de perfectionnement du notariat*, 1991, n° 1, Montréal, Chambre des notaires du Québec et SOQUIJ, 1991, 207 pages, ISSN 0316-1234
Chambre des notaires du Québec, *Cours de perfectionnement du notariat*, 1991, n° 2, Montréal, Chambre des notaires du Québec et SOQUIJ, 1991, 508 pages, ISSN 0316-1234
Jean Girard, Laval Morais, Johanne Pilote, *Aide-mémoire 213 — Donations et testaments*, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1992, 129 pages, ISBN 2-89127-212-9
G. Létourneau, P. Robert, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, 2^e édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 603 pages, ISBN 2-89127-233-1
Gaston Meloche (directeur de collection), Collection HEC, *Législation sur le commerce et les affaires, Droit civil et commercial et Compagnies, sociétés par actions et faillites*, 3^e édition, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur Martel Ltée, 1991, 390 pages, ISBN 2-920831-21-6
Yves Morier, Catherine Bluteau, Guy Bruneau, Claire Lessard, Pierre Beaudet, *Intervention sociojudiciaire en violence conjugale*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1991, 245 pages, ISBN 2-7617-0932-2
Elisabeth Zoller, *Droit des relations extérieures*, 1^{re} édition, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, 368 pages, ISBN 2-13-044849-6
Josée Laliberté, Gina Lévesque, Michèle Lafontaine et Marcel Lacoursière

Volume 24, numéro 2, juin 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056957ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056957ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laliberté, J., Lévesque, G., Lafontaine, M. & Lacoursière, M. (1993). Compte rendu de [Henri Brun, *Chartes des droits des la personne; Législation, Jurisprudence et Doctrine*, 5^e éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 737 pages, ISBN 2-89127-221-8 / Chambre des notaires du Québec, *Cours de perfectionnement du notariat*, 1991, n° 1, Montréal, Chambre des notaires du Québec et SOQUIJ, 1991, 207 pages, ISSN 0316-1234 / Chambre des notaires du Québec, *Cours de perfectionnement du notariat*, 1991, n° 2, Montréal, Chambre des notaires du Québec et SOQUIJ, 1991, 508 pages, ISSN 0316-1234 / Jean Girard, Laval Morais, Johanne Pilote, *Aide-mémoire 213 — Donations et testaments*, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1992, 129 pages, ISBN 2-89127-212-9 / G. Létourneau, P. Robert, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, 2^e édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 603 pages, ISBN 2-89127-233-1 / Gaston Meloche (directeur de collection), Collection HEC, *Législation sur le commerce et les affaires, Droit civil et commercial et Compagnies, sociétés par actions et faillites*, 3^e édition, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur Martel Ltée, 1991, 390 pages, ISBN 2-920831-21-6 / Yves Morier, Catherine Bluteau, Guy Bruneau, Claire Lessard, Pierre Beaudet, *Intervention sociojudiciaire en violence conjugale*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1991, 245 pages, ISBN 2-7617-0932-2 / Elisabeth Zoller, *Droit des relations extérieures*, 1^{re} édition, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, 368 pages, ISBN 2-13-044849-6]. *Revue générale de droit*, 24(2), 293–298.
<https://doi.org/10.7202/1056957ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTULES

Henri BRUN, *Chartes des droits de la personne; Législation, Jurisprudence et Doctrine*, 5^e éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 737 pages, ISBN 2-89127-221-8.

Cet ouvrage, qui a pour objet la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Charte des droits et libertés de la personne*, la *Déclaration canadienne des droits* ainsi que la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, contient le texte à jour de chacune de ces chartes en plus de certains textes réglementaires internationaux et américains susceptibles de compléter l'information offerte. À titre de documents internationaux on retrouve, entre autres, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*. Le *American Bill of Rights* est aussi reproduit, de même que certains documents européens dont la *Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales*.

Cet ouvrage est le fruit de recherches se terminant le 1^{er} janvier 1992 pour tous les arrêts de la Cour suprême du Canada et toutes les décisions, rapportées à cette date, des autres tribunaux canadiens. Il fait état des différents jugements qui ont interprété le préambule ainsi que chacune des dispositions des quatre chartes qui en font l'objet.

Étant l'œuvre de la Collection Alter Ego, la jurisprudence y est présentée sous forme de résumés, qui tentent de traduire le plus fidèlement possible l'essentiel des décisions, tant sur les questions de principe que sur l'application des textes aux situations concrètes les plus significatives. En ce qui concerne la doctrine, le choix des références y est déterminé par l'intérêt immédiat qu'elles offriraient relativement aux questions soulevées dans les décisions des tribunaux.

Contenant une liste d'abréviation, une table de la jurisprudence, une table de la doctrine et un index intégré des quatre chartes, cet ouvrage s'adresse aux personnes, juristes ou non, qui désirent prendre connaissance de l'état actuel du droit en matière de

droits fondamentaux, champ d'activité juridique de plus en plus controversé.

Josée LALIBERTÉ

CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC, *Cours de perfectionnement du notariat*, 1991, n^o 1, Montréal, Chambre des notaires du Québec et SOQUIJ, 1991, 207 pages, ISSN 0316-1234.

Le présent numéro du *Cours de perfectionnement du notariat* a été préparé à partir de quatre articles qui sont issus d'une conférence tenue à Laval, le 11 avril 1991, dans le cadre des sessions des Cours de perfectionnement de la Chambre des notaires du Québec.

La tendance mondiale à l'unification des marchés économiques fait en sorte que les notaires du Québec sont de plus en plus susceptibles de se retrouver en présence d'actes comportant certains éléments de droit international privé. C'est dans cette perspective que M^e Jean Morin signe, *Mandats et actes étrangers, d'aujourd'hui à demain; rappels et commentaires*. Dans la première partie de son texte, l'auteur procède à un rappel des notions élémentaires du droit international privé, pour ensuite analyser l'impact de la représentation dans ce domaine du droit. Dans une seconde partie, M^e Morin passe en revue les différentes modifications qui seront apportées au droit international privé par le projet de loi 125. Notons qu'à la fin de l'article nous retrouvons un cas pratique qui sert d'application aux notions élaborées dans le texte.

Les doléances de l'inspecteur est le deuxième article qui compose ce volume et il a été préparé par M^e Nelson Tessier, notaire et membre du comité d'inspection professionnelle de la Chambre des notaires du Québec. Ce texte se veut essentiellement un rappel des principes de base relatifs à la rédaction de contrats conformes aux règles établies par le législateur. Après avoir abordé les éléments nécessaires à la validité d'un contrat sous le *Code civil du Bas-Canada* (articles 984 et ss.), M^e Tessier traite des autres dispositions légis-

latives venant régler la rédaction des conventions, comme par exemple celle prévues à la *Loi sur le notariat*.

M^e Lucie Quesnel signe le troisième texte, *Les régimes de retraite et le partage du patrimoine familial*. L'auteure dans une première partie définit les régimes de retraite qui sont inclus dans le patrimoine familial et ceux qui en sont exclus. Dans un deuxième temps, M^e Quesnel élabore les règles de partage propres à chaque type de régime de retraite.

Le dernier texte est signé par M^e Brigitte Lefebvre et s'intitule *La vente en bloc et la disposition des fonds*. L'auteure examine d'abord les règles relatives au concept juridique de la vente en bloc à la lumière des récents développements jurisprudentiels. Dans la seconde partie du texte, on traite des formalités qui sont imposées par les articles 1569a à 1569e du *Code civil du Bas-Canada* dans le cadre de la vente d'un fonds de commerce. Finalement, l'auteure met en évidence les conséquences juridiques du non-respect de ces dispositions.

Soulignons, en terminant, que chaque texte est accompagné d'une table des matières, d'un index analytique et d'une bibliographie détaillée, qui rendent la consultation de ce document accessible, non seulement aux notaires, mais également à tout juriste à la recherche de solutions à des problèmes juridiques concrets.

Gina LÉVESQUE

CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC, *Cours de perfectionnement du notariat, 1991, n° 2, Montréal, Chambre des notaires du Québec et SOQUIJ, 1991, 508 pages, ISSN 0316-1234.*

Ouvrages de référence par excellence pour les notaires, les volumes *Cours de perfectionnement du notariat* comprennent des textes traitant de sujets variés pouvant intéresser ces juristes confrontés à des problèmes particuliers.

Ce nouveau numéro présente neuf documents rédigés à la suite des conférences données à la session des Cours de perfectionnement de la Chambre des notaires du Québec, tenue à Québec les 8 et 9 novembre 1991. Comme aucun thème ne chapeautait ces allocutions, les questions abordées par les

auteurs sont, à une exception près, indépendantes les unes des autres.

M^e Marie Pinsonneault, notaire, discourt de l'accessibilité du champ de la propriété intellectuelle à la profession notariale. M^e Michel Turcot, notaire, enchaîne en analysant l'incidence que l'application de la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) a sur les relations juridiques entre les parties à l'égard desquelles le notaire est appelé à se prononcer. (Il est à noter que ce texte a été produit avant l'entrée en vigueur de ladite taxe.) Puis, M^e Denis Paré, notaire, informe le lecteur désireux d'approfondir ses connaissances sur l'adoption internationale.

Par ailleurs, le sujet de l'immigration au Québec et au Canada tient une place importante dans ce Cours de perfectionnement, étant l'objet de deux textes. Les auteurs sont M^e G. Michel Jarry et madame Mimi Pontbriand, respectivement avocat responsable de la direction des services juridiques et directrice des services aux gens d'affaires au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. L'un présente le processus d'immigration au Québec et au Canada, alors que l'autre expose l'approche économique du gouvernement du Québec en matière d'immigration et d'intégration.

Dans un autre ordre d'idées, M^e Jean-René Gauthier, avocat, fournit une vue d'ensemble de la *Loi sur les valeurs mobilières* et s'intéresse plus particulièrement aux aspects susceptibles de toucher la pratique notariale. De son côté, M^e Gaston Bélanger, notaire, ouvre la voie du droit municipal à ses collègues. En revanche, M^e Pierre Bérubé, notaire, rappelle les principes de base devant guider l'établissement d'une rémunération juste et équitable. Finalement, M^e Michel Perreault, notaire, traite de plusieurs problèmes de droit corporatif risquant, en pratique, de se dresser devant ses consœurs et confrères.

Tous ces textes sont précédés d'une table des matières et d'un index analytique relativement bien détaillés. De plus, une bibliographie (placée à la suite de l'index analytique) permet une vérification rapide de la législation, de la jurisprudence et de la doctrine citées. Bref, les intéressés sauront certainement y trouver facilement ce qu'ils cherchent.

Michèle LAFONTAINE

Jean GIRARD, Laval MORAIS, Johanne PILOTE, Aide-mémoire 213 — Donations et testaments, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1992, 129 pages, ISBN 2-89127-212-9.

La Collection Aide-mémoire récidive en présentant un nouveau fascicule portant cette fois-ci sur les donations et les testaments. Cette synthèse pratique permettra au notaire, principal intéressé dans ce champ de compétence, de rédiger les actes appropriés de la façon la plus complète possible. Bien entendu, cette publication s'adresse également à tout autre praticien qui, ayant la capacité requise, est confronté à la rédaction d'un tel acte.

Le premier thème soulève la pertinence et les avantages des donations, laissées pour compte jusqu'à tout récemment. Tout d'abord, un rappel théorique donne au lecteur une perspective plus juste sur le sujet. Il traite des éléments importants à considérer, tels que les formes de donation, ses conditions de validité, les incapacités, les causes de nullité, la résolution, les effets de la donation, les impacts fiscaux, etc.

La partie B précise comment doit se dérouler l'entrevue avec le client. Ainsi, le praticien devra obtenir plusieurs renseignements sur les parties et l'objet du don. Par la suite, il sera en mesure de donner les informations nécessaires à son client.

La dernière étape consiste nécessairement à rédiger les documents. Il est à noter que tous les actes de donation doivent être faits sous la forme notariée en minute, sauf en ce qui concerne le don manuel et les donations valablement faites hors du Québec. Les auteurs exposent le fond et la forme de la donation simple, de l'acceptation par acte distinct, de la donation par contrat de mariage et de la donation fiduciaire. Enfin, ils suggèrent des modèles d'actes qui faciliteront certainement la rédaction de la donation (partie D).

Le deuxième thème aborde la notion du testament. Afin de mieux percevoir les volontés du testateur, les auteurs en cernent les détails essentiels pour ensuite les traduire dans des termes sans équivoque. La partie A rappelle au lecteur les connaissances de base sur la forme des testaments, les incapacités, les espèces de legs, la caducité, la révocation, les impacts fiscaux, etc.

Toujours dans le but pratique de rédiger l'acte le plus complet possible, l'ou-

vrage indique toutes les informations à recueillir du testateur quant au contenu et à l'exécution du testament (legs, exécuteurs testamentaires, dispositions funéraires, etc.).

Finalement, les auteurs suggèrent une ligne de conduite à suivre dans la rédaction du testament, du testament fiduciaire, du codicille et de la révocation. Ces quatre actes sont également proposés dans la partie D (modèles d'actes).

En somme, le fascicule numéro 213 de la Collection Aide-mémoire est un guide intéressant pour le praticien soucieux de satisfaire aux attentes de son client en matière de libéralités et successions. Cependant, de l'aveu même des auteurs, cet ouvrage devra être utilisé avec circonspection vu l'impossibilité de circonscrire un sujet si large. Il se veut une synthèse des points importants, mais n'a pas la prétention d'avoir épuisé le sujet.

Michèle LAFONTAINE

G. LÉTOURNEAU, P. ROBERT, Code de procédure pénale du Québec annoté, 2^e édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 603 pages, ISBN 2-89127-233-1.

Adopté en décembre 1987, le *Code de procédure pénale* ne sera entré en vigueur que deux ans et demi plus tard. Il s'agit, en l'espèce, d'une indication de la diversité des mécanismes qu'il a fallu mettre en place, afin d'assurer l'application harmonieuse du nouveau Code, et de l'ampleur qu'a prise la réforme de l'ancienne *Loi sur les poursuites sommaires*. Les auteurs ont alors cru bon de publier une analyse détaillée du contenu du *Code de procédure pénale* de même qu'une synthèse de ce qu'était auparavant l'état du droit, en y ajoutant une corrélation avec les autres dispositions législatives pertinentes.

Ainsi, chacune des dispositions du Code fait l'objet de commentaires de la part des auteurs après en avoir défini le but et établi les corrélations en droit québécois et en droit externe. Une table de concordance des articles des principales lois citées est d'ailleurs produite en annexe.

La *Loi concernant l'application de certaines dispositions du Code de procédure pénale et modifiant diverses dispositions législatives* soit le projet de loi 42, est aussi incorporée au présent Code. Il s'agit de la

deuxième loi d'application du Code et les auteurs, pour le bénéfice du lecteur, en ont fait une analyse sommaire en y incluant les nouvelles dispositions transitoires ainsi que les quelques dispositions qui le modifient. La première loi d'application, entrée en vigueur en 1990, a aussi été reproduite.

En plus de contenir certains règlements tels que les *Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec* en matière pénale et les *Règles de procédure de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle*, ce Code renferme une liste d'abréviations, une table des matières, une table des arrêts cités de même qu'un index des articles et des commentaires intégrés.

Contenant 259 nouvelles décisions de plus que la première édition, cette seconde édition du Code est un guide complet et sûr, que ce soit pour les officiers chargés de la mise en œuvre des poursuites pénales, les étudiants, les avocats, ou encore les juges appelés à rendre des décisions.

Josée LALIBERTÉ

Gaston MELOCHE (directeur de collection), Collection HEC, Législation sur le commerce et les affaires, Droit civil et commercial et Compagnies, sociétés par actions et faillites, 3^e édition, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur Martel Ltée, 1991, 390 pages, ISBN 2-920831-21-6.

Dans le but de faciliter l'étude des règles de droit commercial et « corporatif », les H.E.C. ont entrepris de regrouper les textes des diverses lois spécifiques à ce domaine du droit. Cette collection particulière, appelée « Législation sur le commerce et les affaires », comporte deux tomes.

Le premier tome, « Droit civil et commercial », regroupe des extraits des législations plus générales ayant un impact sur cet aspect du droit. On y trouve donc des extraits du *Code civil du Bas-Canada*, du *Code civil du Québec*, du *Code de procédure civile*, de la *Loi sur la protection des consommateurs* (et du règlement d'application de la loi), de la *Loi sur les lettres de changes, chèques et billets à ordre*, de la *Loi sur les connaissements, les reçus et les cessions de biens en stock*, de la *Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes*, de la *Loi instituant la Régie du logement*, de la *Loi sur les*

banques, de la *Loi d'interprétation* (provinciale) et de la *Charte de la langue française* (« la langue du commerce et des affaires »).

Le deuxième tome, « Compagnies, sociétés par actions et faillite », contient pour sa part les textes des lois régissant plus spécifiquement le droit dit « corporatif ». Dans la première partie, le recueil présente les lois et règlements du Québec : extraits du *Code civil du Bas-Canada* et de la *Charte de la langue française*, les lois sur les compagnies du Québec, sur les compagnies étrangères, celle de la mainmorte, sur les déclarations des compagnies et sociétés, sur l'inspecteur général des institutions financières, sur les heures d'affaires et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, sur la liquidation des compagnies, sur les pouvoirs spéciaux et sur les valeurs mobilières. En deuxième partie, le recueil complète son inventaire avec les lois et les règlements fédéraux, soit principalement la *Loi sur les sociétés par actions* et la *Loi sur la faillite*. Les lois sont présentées avec leur table des matières et aussi, dépendamment de leur importance relative, avec leurs règlements d'application et leur index.

Ces deux tomes représentent sans aucun doute un ouvrage des plus utiles à consulter pour tous les juristes appelés à intervenir en droit commercial et « corporatif ». Le format utilisé empêche toutefois toute mise à jour rendue nécessaire suite aux changements législatifs.

Marcel LACOURSÈRE

Yves MORIER, Catherine BLUTEAU, Guy BRUNEAU, Claire LESSARD, Pierre BEAUDET, Intervention sociojudiciaire en violence conjugale, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1991, 245 pages, ISBN 2-7617-0932-2.

Cet ouvrage collectif est le fruit du travail de cinq personnes œuvrant dans divers domaines reliés à l'intervention au niveau de la violence conjugale. C'est à l'issue d'un cours offert en 1988 par le service de l'Éducation des adultes du C.É.G.E.P. de Saint-Hyacinthe en collaboration avec le bureau des substituts du Procureur général de la Montérégie, que les auteurs se sont réunis pour nous offrir le présent ouvrage dont le but est de faire connaître l'approche multidisciplinaire qu'ils ont développée afin de contrer la violence conjugale. Notons que le sujet est

abordé dans la perspective où la femme subit la violence de son mari. La situation contraire n'est pas soulevée dans le texte même si elle reflète probablement une certaine réalité.

Le premier chapitre de l'ouvrage est consacré à la problématique de la violence conjugale. En effet, pour être en mesure d'agir efficacement dans ce domaine, les intervenants, que ce soit les avocats, les médecins, ou les psychologues, doivent avoir une bonne compréhension de ce phénomène. Après avoir défini le concept de la violence conjugale, sont énumérées les différentes formes que peut revêtir ce type d'agression. Par la suite, les auteurs dressent un profil de la femme violentée, du conjoint violent, ainsi que des enfants qui sont témoins, bien souvent, de cette violence.

La seconde partie du livre aborde la violence conjugale par rapport au contexte sociojudiciaire. Le chapitre débute par un survol des droits fondamentaux de chaque individu, qui sont protégés par les Chartes fédérale et provinciale. On nous présente les dispositions législatives qui protègent la victime de violence, mais aussi celles accordant certains droits à l'agresseur. On retrouve, par la suite, des commentaires sur la protection offerte par d'autres textes de loi, comme par exemple, le *Code criminel* et la *Loi sur la protection de la jeunesse*. Ensuite, les auteurs énumèrent les principes juridiques qui vont trouver application lors de l'enclenchement du processus judiciaire. On traite, entre autres, de la présomption d'innocence, de la preuve hors de toute doute raisonnable et du système accusatoire. Pour clore ce deuxième chapitre, on nous présente le résumé des politiques gouvernementales adoptées par les ministères concernés par la violence conjugale.

Le chapitre III est consacré à l'explication de l'intervention sociojudiciaire. Une plainte pour violence conjugale amène la participation de plusieurs intervenants. Ce chapitre détermine le rôle que jouent le policier, le système judiciaire et les organismes sociaux et communautaires dans ce processus.

Finalement, le dernier chapitre traite de l'efficacité de l'intervention sociojudiciaire. Pour les auteurs, cette efficacité se réalise par la création et la diffusion de données statistiques ainsi que par la démystification de l'approche sociojudiciaire.

De plus, en annexe de ce volume, nous retrouvons plusieurs tableaux ainsi que la

liste des ressources offertes aux femmes victimes de violence. Des statistiques sur l'évolution du phénomène dans la société sont également jointes au document.

Somme toute, un livre complet et bien structuré, qui saura intéresser toutes les personnes œuvrant dans le domaine de la violence conjugale, mais aussi celles préoccupées autant par le respect des droits de la victime que ceux d'un accusé.

Gina LÉVESQUE

Élisabeth ZOLLER, *Droit des relations extérieures*, 1^{re} édition, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, 368 pages, ISBN 2-13-044849-6.

Traiter du droit international, c'est habituellement s'arrêter aux relations juridiques entre les États. L'originalité du présent ouvrage réside dans la présentation « des règles juridiques nationales qui organisent les relations de l'État avec les autres sujets de droit international ».

L'intérêt du lecteur nord-américain devient toutefois relatif puisque l'auteure se préoccupe principalement des règles juridiques françaises se rapportant au droit international. On y retrouve bien sûr des références à d'autres types d'État, tels les États fédérés, mais ces dernières demeurent sommaires.

La France compte parmi les grands acteurs de la scène internationale. Aussi est-il intéressant de s'arrêter au rôle du Président de la République, ses pouvoirs constitutionnels, diplomatiques et en matière de guerre. La compréhension du régime français serait incomplète sans la mise en parallèle des pouvoirs du Président avec ceux du gouvernement, du Premier ministre et du ministre des Affaires extérieures.

Les lecteurs seront intéressés par la partie, on ne peut plus actuelle, traitant des incidences de la construction européenne sur la conduite des relations extérieures. Enfin, madame Zoller termine sa présentation en s'attardant au contrôle des relations extérieures par le Parlement, par le système judiciaire et par le peuple (la démocratie dans les relations extérieures).

À une époque où les relations internationales sont de plus en plus intenses et

complexes, ce livre nous aidera à bien comprendre les impacts de ces développements sur le plan de la politique interne des pays et de la démocratie.

Marcel LACOURSIÈRE